

Secrétariat central Unia
Département Politique

Weltpoststrasse 20
CH-3000 Berne 15
T +41 31 350 21 11
F +41 31 350 22 11
<http://www.unia.ch>



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

Poste CH SA

P.P. CH-3000 Berne 15

Secrétariat central Unia Département Politique Weltpoststrasse 20 CH-3000 Berne 15

Aux Membres du Conseil fédéral
Chancellerie fédérale
Palais fédéral Ouest
3003 Berne

Pour une sortie de crise solidaire et sans exclusion

Appel à la création d'un fonds de transition Covid-19 pour les travailleuses-rs les plus gravement touché-e-s

22 mai 2020

Mesdames, Messieurs les Conseillères et Conseillers fédéraux,

La crise du Covid-19 touche l'ensemble de la société et particulièrement les personnes socialement précarisées. Pour celles-ci, les mesures adoptées jusqu'à présent sont inefficaces. Des milliers de travailleuses-rs qui touchent à peine le minimum vital dans des conditions normales passent à travers les mailles du filet et sont actuellement en grande difficulté : elles/ils ne peuvent prétendre à une indemnité ni de l'assurance chômage ni de l'APG.

Les raisons de cette situation sont multiples. Les agences de placement envoient les employé-e-s temporaires « chez eux/elles », au lieu de leur proposer le chômage partiel. Ce dernier est refusé aux travailleuses-rs domestiques. Les salarié-e-s rémunéré-e-s à l'heure ont toutes les peines du monde à prouver leur taux d'occupation et celles/ceux qui viennent d'arriver en Suisse et/ou de débiter un travail ne peuvent pas faire valoir une durée de cotisation suffisante à l'assurance chômage. La situation est particulièrement précaire pour les employé-e-s sans passeport helvétique qui, même en travaillant en Suisse depuis de nombreuses années, ne peuvent pas prétendre à l'aide sociale de peur que leur perspective de naturalisation ou de conservation de permis de séjour ne soient compromise, voire qu'elles/ils fassent l'objet d'un renvoi.

Le message du Conseil fédéral était clair : « Nous n'abandonnons personne. Nous prendrons soin de vous ». Nous soutenons sans réserve cette attitude. Pourtant, les images des files d'attente interminables pour obtenir de l'aide alimentaire fournie par des associations caritatives infirment l'engagement pris par les autorités. Pour beaucoup de personnes concernées, il s'agit d'une humiliation difficilement supportable. Nous demandons donc à la Confédération et aux cantons de débloquent maintenant les ressources nécessaires à un fonds de transition Covid-19 qui garantisse une protection sociale digne de ce nom à toute.s celles/ceux qui passent à travers les mailles des mesures d'urgence décidées jusqu'à présent.

Nous pensons particulièrement aux personnes appartenant à un ou plusieurs des groupes suivants :

1. les travailleuses-rs domestiques

Les bas salaires, les conditions d'emploi précaires, les couvertures d'assurance sociale manquantes ou incomplètes et les permis de travail ou de séjour précaires font partie de la vie quotidienne de nombreuses-x travailleuses-rs domestiques. Lors de la crise du Covid-19, une grande partie d'entre elles/eux ont perdu tout ou partie de leur revenu du jour au lendemain - sans droit aux indemnités de chômage partiel.

2. les aidant-e-s dans les ménages privés

En raison de la fermeture des frontières, des restrictions de sortie et de la crainte d'infection des personnes soignées, les aidant-e-s dans les ménages privés sont souvent dans l'incapacité de continuer à travailler. Même si elles/ils pourraient prétendre à leur salaire, il leur est souvent difficile, voire impossible, de le réclamer. Elles/eux n'ont pas non plus droit aux indemnités de chômage partiel.

3. les travailleuses-rs sans statut légal (Sans-papiers)

La plupart des travailleuses-rs sans statut légal ont perdu leur emploi et donc leurs moyens de subsistance à cause de la crise du Covid-19. Sans statut régulier, elles/ils n'ont droit ni aux indemnités de chômage ni à l'aide sociale. Il ne s'agit pas uniquement de personnes seules, mais aussi de familles avec enfants pour qui la situation devient catastrophique.

4. les travailleuses-rs sans statut de salarié.e et les entrepreneuse-rs individuel-le-s

Les « fausse-x indépendant-e-s » qui travaillent comme coursier-e-s, chauffeuse-rs de taxi ou « clickworkers » dans l'économie des plateformes numériques, mais aussi de nombreuses-x micro-entrepreneuses-rs, travailleuses-rs culturels ainsi que travailleuses-rs du sexe souffrent de pertes de revenus massives.

5. les salarié-e-s licencié-e-s sans droit aux prestations de chômage

Les employé-e-s ayant un contrat à durée déterminée (parfois en chaîne) sont souvent licencié-e-s alors qu'elles/ils auraient pu bénéficier du chômage partiel sur demande de leur employeur. Or, certains d'entre elles/eux n'ont pas une durée de cotisation suffisante pour pouvoir bénéficier des indemnités AC.

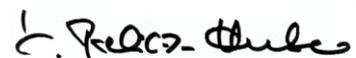
Nous vous remercions de bien vouloir donner suite à cette revendication et vous prions d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.



Vania Alleva
Présidente Unia



Giorgio Tutti
Président SEV



Katharina Prelicz-Huber
Présidente VPOD



Patrizia Mordini
Membre du Comité directeur
Syndicom



Ada Marra
Co-Présidente
Plateforme nationale pour les
Sans-Papiers



Mattea Meyer
Co-Présidente
Plateforme nationale pour
les Sans-Papiers



Caroline Morel
Responsable de secrétariat
national OSEO



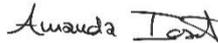
François Mollard
Président
Emmaüs Suisse



Felix Gnehm
Directeur
Solidar Suisse



Marianne Aeberhard
Directrice
Humanrights.ch



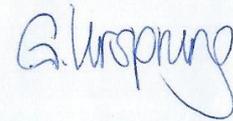
Amanda Ioset
Secrétaire politique
Solidarité sans frontières



Tarek Naguib
Membre du Comité
INES



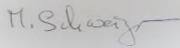
Christophe Roduit
Directeur
Terre des Hommes Suisse



Georgina Ursprung
Responsable travail politique
Terre des Femmes Suisse



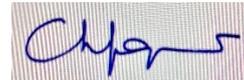
Jean-Michel Jordan
Directeur
Médecins du Monde Suisse



Marianne Schweizer
Membre du Comité
ProCoRé / ProKoRe
www.sexwork.ch



Susan A. Peter
Membre du Comité
Fédération Solidarité Femmes
de Suisse et du Liechtenstein



Christiane Jacquet-Berger
Présidente
AVIVO Suisse



Birgit Ellmerer
Réseau des indépendants
suisses:
Too many to fail



Andrea Nagel
Directrice
Mouvement chrétien pour la
Paix



Aurora Garcia
Cheffe de projet
Solifonds



Mirjam Aggeler
Directrice
FemWiss



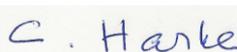
Aude Spang
Responsable
Coordination romande de la
grève féministe



Ruth-Gaby Vermot
Présidente
Observatoire suisse du droit
d'asile et des étrangers
(ODAE)



Osman Osmani
Président
Prointegra.ch



Cornelia Hanke
Membre du Comité
Solidaritätsnetz Bern

Organisations signataires :

Association suisse Femme Féminisme Recherche (FemWiss), AVIVO Suisse, Coordination romande de la grève féministe, Fédération EMMAUS Suisse, Fédération Solidarité Femmes de Suisse et du Liechtenstein, Humanrights.ch, Institut Nouvelle Suisse (INES), Médecins du Monde Suisse, Mouvement chrétien pour la Paix (cfd), Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers (ODAE), Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), Solidar Plateforme nationale pour les Sans-Papiers, Prointegra.ch, ProCoré - www.sexwork.ch, Réseau des indépendants suisses, Solidarité sans frontières, Solifonds, Solidaritätsnetz Bern, Syndicat des médias et de la communication Syndicom, Syndicat des services publics SSP, Suisse, Syndicat du personnel des transports (SEV), Syndicat Unia, Terre des Femmes Suisse, Terre des Hommes Suisse